

Cartographie des tendances

Identifiées dans le cadre de l'exercice de prospective

« Faire ensemble 2020 »

*Dans le cadre du projet « Faire ensemble 2020 », la Fonda a placé la prospective au cœur de son activité. La **prospective** est une méthode d'exploration des futurs possibles, le futur étant une unité de temps vide de contenu mais pleine de possibilités. En dessinant le tableau des possibilités et des incertitudes, elle a invité les associations à se mettre en position d'actrices d'un avenir souhaitable et d'auteurs du récit de cet avenir afin de l'inscrire dans une recherche de sens.*

Participatif, cet exercice a permis la formulation de quatre scénarios pour l'avenir des associations à l'horizon 2020. Ces scénarios ont été mis en débat lors de l'Université d'automne de novembre 2011, qui a réuni plus de 300 personnes désireuses d'envisager collectivement de grandes orientations pour « rendre possibles les souhaitables ».

D'octobre 2012 à mars 2013, la Fonda a souhaité déplacer la focale et confronter ses travaux aux analyses de huit experts de la prospective¹. Quatre séminaires de prospective ont ainsi permis d'explorer les évolutions sociétales, les transitions mondiales et urbaines, les mutations territoriales et les évolutions économiques liées à l'innovation et la créativité.

Le présent document présente la synthèse de ces travaux. Faits objectifs, évolution à l'œuvre, les tendances ici restituées constituent une mer dont les flots sont agités au gré de l'intensité des courants qui la parcourent. Durant l'année écoulée, nous avons identifié trois courants majeurs, qui traversent notre société et influent sur nos modes de vie.

*Le premier courant, celui de la **fragmentation**, est illustré par des phénomènes de concurrence, de communautarisme, de repli identitaire et de ségrégation de l'espace, traduisant une transformation profonde*

¹ Sont intervenus dans le cadre des séminaires de prospective organisés par la Fonda, avec l'appui de Christian LEMAIGNAN : Stéphane CORDOBES, Jacques de COURSON, Philippe DESTATTE, Philippe DURANCE, Thierry GAUDIN, Fabienne GOUX-BAUDIMENT, Hugues de JOUVENEL et Jérôme VIGNON.

*du rapport de l'individu au collectif. Il est le reflet d'une société en rupture de régulation. Certaines des tendances qui alimentent ce courant sont vouées à disparaître, car elles ne peuvent mener à des mondes stables ; elles constituent « **le mur** ».*

*Le deuxième courant est celui de la **fluidité**, liée à la mobilité, la logique de réseaux, la civilisation numérique et la libre circulation de l'information. Ce courant est l'image d'une société ancrée dans le présent, qui connaît un bouleversement du rapport au temps et à l'espace et un repositionnement de l'individu vis-à-vis des tendances alimentant le courant de la fragmentation.*

*Enfin, le troisième courant, celui de l'**empathie**, est l'illustration d'une société en devenir fondée sur une évolution du rapport de l'humain à la nature, des systèmes collaboratifs, des logiques de partage et des alliances intersectorielles. Encore embryonnaires, les manifestations de ce courant laissent entrevoir une société consciente de la responsabilité qu'elle porte vis-à-vis des générations futures.*

Frêles embarcations, les associations et individus qui naviguent sur cette mer sont portées ou bousculées par ces courants. Ils traversent des zones de turbulence, doivent faire face à des écueils (menaces) et sont soumises à des intempéries (risques). Mais ils peuvent aussi bénéficier de courants porteurs (opportunités) et se diriger vers des havres (destinations choisies).

Dans ce contexte, et compte-tenu de l'état de leurs embarcations, quelles stratégies proactives les associations doivent-elles mettre en œuvre pour parvenir à bon port à l'horizon 2020 ?

LA FRAGMENTATION

Le courant de la fragmentation se manifeste dès les années 1950. Il est alimenté par des tendances qui remettent en cause l'organisation hiérarchique et verticale de la société et le modèle économique, hérité de la révolution industrielle, lié à l'exploitation des énergies fossiles. Ce courant illustre une société en tension entre valeurs conservatrices et économie destructrice dans laquelle les jeunes générations ne se reconnaissent pas.

Au niveau économique, la marchandisation accrue de la société et des rapports sociaux, à l'origine d'une compétition mondiale entre entreprises et entre territoires, engendre une concentration et une inégale répartition de la richesse monétaire. Ce paradigme économique néo-libéral atteint ses limites, comme l'illustre la crise économique et financière que nous vivons depuis 2008. Dans ce contexte, les Etats sont contraints à des politiques de rigueur budgétaire impliquant des arbitrages financiers intersectoriels, qui génèrent des conflits, et face auxquels les acteurs économiques déploient des stratégies défensives et conservatrices. En matière d'emploi, de nombreux pays européens affichent un taux de chômage élevé et une situation de sous-emploi structurel, qui concerne notamment les jeunes et les seniors (50-60 ans). La France se caractérise en particulier par un refus du travail lié à un rejet de la violence verbale et psychique présente dans la sphère professionnelle². Dans un contexte de crise et d'essoufflement économique, la paupérisation et la précarité subie touchent une part croissante de la population.

² Le développement de la violence dans le monde du travail se traduit de différentes façons, telles que stress, sinistrose, suicide, risques psychosociaux et harcèlement.

Au niveau territorial, la pression exercée sur les ressources naturelles (énergies fossiles, eau, biodiversité) devient insoutenable. Considérées comme de nouvelles ressources stratégiques, les terres cultivables tendent à se raréfier alors que les besoins alimentaires liés à l'augmentation de la population mondiale ne cessent de croître³. Les pressions exercées sur l'environnement engendrent une augmentation de la pollution agricole et industrielle dans les pays émergents et un accroissement des risques majeurs d'origine naturelle et industrielle à l'échelle planétaire⁴, d'où une vulnérabilité accrue des populations et un développement exponentiel du nombre de réfugiés climatiques.

En France, les politiques de rigueur liées à la raréfaction des ressources financières entraînent un désengagement de l'Etat qui, associé à une territorialisation des politiques publiques, alimente les inégalités territoriales, notamment en matière d'accès aux services de base. La précarité énergétique est une réalité qui touche une part croissante de la population⁵ et la hausse des prix du carburant constitue pour certains un frein à la mobilité. Or la mobilité devient essentielle pour une classe moyenne pauvre qui vit de plus en plus éloignée des centres métropolitains du fait d'un étalement urbain croissant et d'une généralisation du phénomène périurbain. Cette ségrégation territoriale se conjugue à un développement du communautarisme et l'apparition de phénomènes de repli identitaire, voire une ghettoïsation illustrée par exemple par les « gated-communities »⁶.

Au niveau politique, le courant de la fragmentation est alimenté par une transformation profonde du rapport de l'individu au collectif. L'individu ne se reconnaît plus dans les institutions qui constituaient les piliers de la société moderne. On observe une crise de légitimité des institutions, une perte de crédibilité des instances politiques liée à la réduction de leur marge de manœuvre dans leurs champs de compétence et une crise de confiance entre élus et citoyens⁷. Cette crise du projet politique concerne également l'espace européen, qui est dominé par l'approche économique néo-libérale⁸ et peine à articuler l'Europe vécue et l'Europe institutionnelle.

Cette crise touche également les corps intermédiaires (partis politiques, syndicats, Eglise) qui ne sont plus considérés par les individus comme des interlocuteurs légitimes pour les représenter dans la sphère publique. L'individu évolue dans son rapport au collectif, tel que l'illustre la volatilité du bénévolat et la difficulté à assurer une transmission intergénérationnelle du capital associatif. La déstructuration du travail salarié, la professionnalisation du bénévolat et le manque de parité et de diversité sont autant de manifestations illustrant la difficulté des associations à repenser leur modèle d'organisation dans une société en rupture entre un monde ancien et un monde en devenir. Dans un contexte de mise en concurrence croissante, les associations peinent à valoriser leur utilité sociale et manifestent un complexe vis-à-vis de l'économie classique qui montre pourtant ses limites.

³ Entre 1985 et 2005, la population mondiale a augmenté de 45%, tandis que la surface des terres agricoles cultivées n'a progressé que de 4,5%.

⁴ L'empreinte écologique a progressé de 22% à l'échelle mondiale entre 2000 et 2010.

⁵ Selon le Ministère de l'Ecologie, 9 millions de Français étaient concernés par la précarité énergétique en 2011.

⁶ Quartiers résidentiels privatisés et sécurisés.

⁷ Cf. sondage Harris Interactive réalisé pour Marianne et publié le 27 mai 2013 : <http://www.harrisinteractive.fr/news/2013/27052013.asp>
Selon ce sondage, seuls 22% des Français accordent leur confiance aux femmes et hommes politiques nationaux, contre 53% aux femmes et hommes politiques locaux. Par ailleurs, les militants associatifs recueillent la confiance de 56% des Français.

⁸ Illustré par le fameux adage « *Money is the driver* ».

Au niveau sociétal, on observe un vieillissement de la population mondiale⁹, par le bas (baisse du taux de fécondité) et par le haut (augmentation de l'espérance de vie). L'Europe connaît actuellement un déclin démographique, à l'exception de quelques pays, dont la France qui affiche un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme. On constate en France, comme dans les autres pays européens, un accroissement et une paupérisation de la population vieillissante¹⁰, dont une part significative requiert une prise en charge médicalisée. Jusqu'à présent indexé sur le travail, le système de protection sociale connaît un déséquilibre lié au vieillissement de la population et à l'augmentation des besoins. On voit par ailleurs se développer des maladies épigénétiques et exotiques, tandis que le nombre de cancers augmente (s'accompagnant toutefois d'une diminution du nombre de cancers fatals). Liée à la raréfaction des ressources, la marchandisation de la protection sociale engendre une inégale couverture de la population sur le plan social et médical.

Quelle place pour l'individu ? Dans ce contexte de remise en question d'un modèle de société existant et d'incertitude face à l'avenir, l'individu se replie sur lui-même. Il se réfugie dans l'hédonisme, voire dans des conduites à risque (addictions, drogue, malbouffe), affiche un refus de la pénibilité et adopte un mode de vie sédentaire qui contribue à l'augmentation de l'obésité.

LE MUR

Poussées à l'extrême, certaines de ces tendances vont dans le mur, c'est-à-dire un monde voué à disparaître car il ne laisse entrevoir aucune perspective d'avenir. Ce mur est notamment illustré par la génération « no future », une jeune génération qui ne se reconnaît plus dans l'ancien monde et peine à se projeter dans un monde en devenir, et par un système éducatif obsolète, qui ne répond plus aux besoins de la société ; plus que des savoirs, il est aujourd'hui nécessaire d'enseigner des processus et une capacité à raisonner.

L'augmentation de l'endettement privé lié à une réduction de la dépense publique, la pression insoutenable exercée sur l'environnement, le manque de parité et de diversité et la montée des extrémismes et populismes sont autant de manifestations d'un modèle de société qui s'essouffle et qui devient insoutenable pour les générations futures. Dans cette impasse, témoins de l'incapacité à inventer un nouveau modèle de société, certains optent pour une fuite dans le virtuel, un basculement complet dans le cyberspace et une déconnexion totale du réel¹¹.

Pourtant, de nombreuses tendances à l'œuvre font entrevoir de nouvelles façons de faire société. Et certaines tendances qui alimentent le courant de la fragmentation, voire le mur, sont également sources de fluidité (en particulier la discontinuité géographique, l'individualisme, etc.).

LA FLUIDITE

Au niveau politique, on observe un effacement de la référence centrale à l'Etat lié à un désir d'appropriation de l'énoncé de l'intérêt général par les collectivités territoriales et les acteurs de la société civile. Avec la

⁹ La part des plus de 65 ans et aujourd'hui plus importante que la part des moins de 20 ans au niveau mondial.

¹⁰ En France, 3 millions de personnes ont aujourd'hui plus de 80 ans. Elles seront 7 millions en 2040.

¹¹ Ce basculement vers le cyberspace est notamment illustré par l'adage « Code is law ».

territorialisation des politiques publiques, en particulier des politiques sociales, « les territoires » s'affirment comme l'échelon décisif de l'action collective. Les politiques publiques évoluent vers une logique de transversalité et s'ouvrent à l'implication des usagers et des parties prenantes dans leur processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation. Ces évolutions sous-tendent une affirmation de l'individu dans le débat public.

Cette fluidité est notamment alimentée par une évolution du rapport au temps et à l'espace. Au niveau temporel, les technologies numériques, illustrées par les médias sociaux, sont sources d'instantanéité et d'immédiateté ; le rapport au temps est profondément bousculé. Au niveau spatial, la mobilité devient un principe essentiel, tandis que la liberté d'implantation des hommes et des entreprises s'affirme comme un droit fondamental.

Au niveau territorial, la discontinuité géographique devient un élément structurant de l'organisation territoriale¹². Les territoires sont de plus en plus organisés autour de métropoles et interconnectés dans une logique de flux¹³. Ce constat est toutefois à nuancer dans le contexte français où les villes intermédiaires jouent un rôle important dans l'organisation du territoire, en particulier dans leurs relations avec les populations rurales. Cette discontinuité géographique s'accompagne d'une porosité croissante entre les différents milieux de vie : l'agriculture urbaine est en plein développement tandis que l'on observe un repeuplement des campagnes françaises, notamment du fait de l'installation de populations urbaines en milieu rural. Plus de 50% de la population mondiale est désormais urbaine. Ses modes de vie et ses références culturelles évoluent vers une standardisation à l'échelle planétaire.

Au niveau économique, ce courant de la fluidité est alimenté par une mondialisation des marchés et des échanges commerciaux, l'accroissement des flux financiers internationaux et l'effacement des frontières. La logique des réseaux économiques est de plus en plus déconnectée de la logique territoriale, les rapprochements et les échanges se faisant sur la base d'intérêts partagés et non plus exclusivement à partir d'un même ancrage territorial. On constate une montée en puissance de l'économie des services et de l'immatériel et l'affirmation d'une logique de « glocalisation »¹⁴. Evolutions globales et réalités locales sont désormais articulées dans une logique de flux et de déconnexion territoriale. Les circuits courts et la multiplication des monnaies locales complémentaires illustrent une économie de proximité fortement territorialisée et interconnectée à une économie mondialisée.

Le monde du travail est lui-même impacté par ces évolutions économiques et territoriales. Dans cette logique de flux, le télétravail devient une nouvelle forme d'organisation du travail. Il va de pair avec une autonomisation du salarié, liée au développement de modes de travail centrés sur la coopération autour d'objectifs collectifs. La complexification du jeu d'acteurs (au niveau économique et politique) est notamment illustrée par le développement de modèles d'intelligence collective fondés sur le partenariat et sur le constat que la production collective issue de ces modèles dépasse la somme des productions individuelles.

¹² Par opposition, la continuité géographique était jusqu'à présent un principe essentiel à l'organisation territoriale.

¹³ Cf. les travaux réalisés par la Mission de réflexion stratégique sur les métropoles françaises par la Datar dans le cadre de la démarche « Territoires 2040 ».

¹⁴ Le terme « glocalisation » vient de la contraction entre « global » et « local ».

L'ouverture aux autres et la fluidité des collaborations sont illustrées par l'« open innovation ». Dans ce processus d'innovation ouvert ou collaboratif, l'entreprise s'ouvre à son environnement externe pour enrichir les réflexions internes¹⁵, rompant en cela avec une approche purement descendante et technologique de l'innovation fondée sur l'apport exclusif des laboratoires de recherche fondamentale et de R&D¹⁶ largement financés par la puissance publique. En particulier, l'imitation devient un fondement de l'innovation¹⁷, ce qui n'est pas sans bousculer le cadre juridique en matière de propriété intellectuelle et de propriété industrielle.

L'individu s'inscrit dans une multiplicité d'échelles territoriales. Le multiculturalisme et le nomadisme définissent l'identité d'une part croissante de la population. Connecté aux autres en permanence, récepteur et émetteur d'informations en continu grâce au développement de l'intelligence assistée par ordinateur (smart-phones), l'individu évolue dans un univers du visuel qui remplace progressivement celui de l'écrit. De nouvelles formes de gouvernance et de mobilisation citoyenne se développent, liées aux réseaux numériques et fondées sur la liberté de choix des individus, et un mouvement libertaire mondial émerge, attentif toutefois à ne pas se laisser récupérer par des formes d'organisation traditionnelles.

L'évolution de l'individu est illustrée par la génération « Alien »¹⁸ qui, née à l'heure des smart-phones et des tablettes, apprend à cliquer avant de savoir lire et écrire. Cette évolution dans l'utilisation des technologies implique un glissement dans le processus cognitif et sur le plan pédagogique, l'apprentissage et le raisonnement se faisant désormais par induction et non plus par déduction.

Affirmation de l'individu dans le débat public, logique de réseaux, intelligence collective et « open innovation » sont autant de tendances qui alimentent le courant de la fluidité. Elles laissent entrevoir une évolution de l'individu dans son rapport aux autres et à l'environnement, qui s'inscrit plus largement dans un courant de l'empathie.

L'EMPATHIE

Proposé par Jeremy RIFKIN¹⁹, le concept d'empathie préfigure une évolution de l'individu dans son rapport aux autres et un repositionnement de l'humain et du vivant dans la société. Constatant l'essoufflement d'une organisation fondée sur la dépendance aux énergies fossiles, la société interconnectée acquiert un nouveau sens de la responsabilité écologique et de l'interdépendance à l'échelle planétaire. Evoluant dans un « village global », l'individu développe un sentiment d'altruisme et cherche des solutions collectives aux problèmes qui affectent ses semblables.

¹⁵ L'« open innovation » repose sur les processus d'« outside-in », par lequel l'entreprise fait entrer en son sein des parties prenantes externes -voire des entreprises concurrentes- pour favoriser l'innovation, ou d'« inside-out », par lequel l'entreprise sort de son environnement par des pratiques d'essaiage ou de mise à disposition de ressources R&D.

¹⁶ Recherche et développement.

¹⁷ L'imitation est illustrée par des techniques telles que le mash-up (superposition de données visuelles et sonores différentes) ou la rétro-ingénierie (étude d'un objet pour en déterminer le fonctionnement interne ou la méthode de fabrication afin d'en fabriquer une copie ou de créer un nouvel objet ayant des fonctionnalités identiques)

¹⁸ En anglais, le terme « Alien » signifie « qui est étranger à quelqu'un ou à quelque chose ».

¹⁹ Jeremy RIFKIN, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise. Civilisation de l'empathie*, Editions Les Liens qui Libèrent, 2011.

Au niveau politique, des alliances intersectorielles (réunissant différents acteurs issus du monde politique et de la société civile) se nouent pour élaborer des solutions aux besoins sociaux et environnementaux²⁰. On observe une affirmation des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans la réponse aux besoins territoriaux, le monde associatif jouant un rôle significatif en matière d'innovation sociale. Le facteur humain, et plus seulement technologique, devient un moteur de l'innovation, qui résulte désormais de modèles ascendants (fondés sur des logiques d'induction et sur l'implication des citoyens)²¹ ou hybrides (liant la participation des citoyens et la facilitation par les pouvoirs publics)²². La multiplication des expériences sociales innovantes sur les territoires en dehors du cadre institutionnel illustre le repositionnement de l'individu par rapport à la puissance publique.

Au niveau économique, le courant de l'empathie est fortement alimenté par la recherche d'harmonie entre l'économie, le social et l'environnement. La prise de conscience des enjeux environnementaux et la remise en cause du PIB²³ comme indicateur pertinent de richesse²⁴ se traduisent par l'affirmation du concept de développement durable et l'émergence de modèles économiques alternatifs au modèle néo-libéral, en particulier l'économie des biens communs qui a été théorisée par Elinor OSTRÖM, Prix Nobel d'économie en 2009²⁵. Le recentrage de l'économie sur l'humain conduit à une évolution des valeurs à l'encontre de la recherche maximale de profit. Conjuguée à une prise de conscience des enjeux environnementaux, elle alimente le renouveau de l'économie de proximité, fortement territorialisée, basée sur des relations sociales et des circuits courts.

Au niveau territorial, les espaces sont désormais définis par leurs usages. On voit ainsi émerger de nouveaux territoires fonctionnels concentrant activité économique et attractivité démographique, bassins d'emploi et qualité de vie n'étant plus nécessairement dissociés sur le territoire français. Le rapport à l'environnement est redéfini à partir d'une prise de conscience de la finitude des ressources naturelles. Cette prise de conscience écologique se traduit par des politiques de préservation de l'environnement, qui contribuent au ralentissement des politiques de défrichement. Les politiques territoriales cherchent désormais à mettre en synergie les ressources au sein de « clusters » ou pôles de compétitivité²⁶ dans une perspective de développement pluri-acteurs.

Le rapport à la connaissance évolue dans une société de l'empathie. On observe une prédominance de la relation affective sur la relation raisonnée et un besoin d'adaptation du système d'enseignement en vue d'un

²⁰ Cf. La « Gouvernance à 5 » (impliquant l'Etat, les associations environnementales, les syndicats, les entreprises et les collectivités territoriales) de la transition écologique dans le cadre du Grenelle de l'environnement.

²¹ Cette logique ascendante est notamment illustrée par l'*Office of Social innovation and civic participation* aux Etats-Unis selon lequel « il faut identifier les graines et les aider à pousser, sans chercher à créer de nouvelles espèces ».

²² Le modèle hybride a été expérimenté au Royaume-Uni, dans le cadre du *Social Innovation Laboratory for Kent -SILK-* ou du *National endowment for science, technology and the arts -NESTA-*, selon lesquels les citoyens doivent s'appropriier les enjeux et trouver des solutions par eux-mêmes dans un cadre proposé par la puissance publique (concours, appels à idées, etc.).

²³ Produit intérieur brut.

²⁴ Cf. Dominique MEDA, *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Collection Champs actuel, Editions Flammarion, 2008 ; Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen, *Le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation*, 2009.

²⁵ Elinor OSTRÖM, *La gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Editions De Boeck, 2010.

²⁶ Les « clusters » sont des "grappes d'activités" composées d'entreprises et d'institutions de recherche et de formation d'un même territoire, engagées dans des relations de partenariat autour de projets innovants. Inscrits dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat français depuis 2004, ils sont désormais dénommés « pôles de compétitivité ».

passage de la transmission de savoirs à l'acquisition d'une capacité de discernement. Cette évolution s'accompagne d'une reconquête de l'autodidactie (synonyme d'autonomie et d'horizontalité) face au système éducatif (traditionnellement vertical et descendant). Elle est étroitement liée à la généralisation des technologies numériques²⁷ qui facilitent l'accès à la connaissance et redéfinissent en profondeur le rapport de l'individu à son environnement. La notion de propriété cède par ailleurs progressivement le pas à la notion d'usage et au partage, passage qui est facilité par les plateformes collaboratives²⁸ et vécu au quotidien grâce à des dispositifs tels que l'auto-partage²⁹.

L'individu renonce ainsi progressivement à la propriété au profit de l'accès, vécu comme étant moins contraignant et plus respectueux sur le plan social et environnemental. L'individu autonome s'affirme au cœur du collectif. Il est désormais constitué de multi-appartenances qui correspondent aux différentes échelles territoriales dans lesquelles il évolue de façon simultanée. L'individu s'inscrit dans des logiques de réseau (thématiques ou territoriales) qui prédominent sur les fédérations et organisations verticales institutionnalisées. L'émergence d'une civilisation empathique se traduit ainsi par la disparition du mode de fabrication linéaire et vertical de l'individu au profit d'un façonnage horizontal, l'influence des pairs se substituant progressivement à l'autorité des pères.

L'individu empathique est notamment illustré par les « créatifs culturels »³⁰, groupe d'individus partageant une vision globale du monde et des valeurs communes, parmi lesquelles l'écologie, la consommation responsable, le développement personnel et la spiritualité. Tournée vers le futur, la civilisation empathique illustre une prise de conscience accrue du degré de responsabilité de nos sociétés vis-à-vis des générations futures. ■

Paris, le 25 juin 2013

Par Hélène BONVALOT, Chef de projet « Faire ensemble 2020 »

²⁷ On estime qu'un tiers des humains (soit environ 2,4 milliards d'individus) est actuellement relié à Internet au niveau mondial.

²⁸ Illustrées notamment par la plateforme en ligne OUISHARE : ouishare.net

²⁹ Cf. l'analyse présentée par la journaliste Anne-Sophie NOVEL dans son dernier ouvrage : *La Vie share mode d'emploi. Consommation, partage et modes de vie collaboratifs*, Collection Manifestô, Editions Alternatives, 2013.

³⁰ De l'anglais « *Cultural Creatives* », qui peut également être traduit par « créateurs de culture ».